

UE • Athènes a pris en janvier la présidence de l'Union européenne. Elle mise sur sa position pour tisser des liens plus étroits avec les voisins balkaniques, turc et arabe de l'Europe

• La perspective d'une guerre en Irak constitue toutefois une menace sur les projets de la nouvelle présidence grecque, qui tente de prendre l'initiative en annonçant une mission diplomatique dans les pays arabes modérés

A la tête de l'Union pour six mois, la Grèce fait tourner la tête de l'Europe vers ses frontières sud

Le Temps

11.1.03 p.4

Eléonore Sulaer, Bruxelles

Les commissaires européens ont pu échapper jeudi et vendredi au froid polaire qui régnait à Bruxelles en se rendant à Athènes, qui accueille la nouvelle présidence grecque de l'Union européenne. Un déplacement vers le Sud-Est aux marchés de l'Europe qui revêt une importance symbolique au vu des priorités fixées par les Grecs pour les six mois à venir. Dans l'esprit d'Athènes, la localisation géographique du pays, aux portes de l'Asie et des Balkans et avec pignon sur la Méditerranée et vue sur le Proche-Orient, doit jouer un rôle déterminant dans la manière de conduire l'Union. L'impulsion pourrait durer puisque l'Italie prendra le relais de la Grèce jusqu'en décembre 2003.

L'élargissement figure cepen-

dant -urgence européenne oblige! - en tête des préoccupations grecques. C'est au pied de l'Acropole que le 16 avril, les dix pays qui rejoindront l'Union en 2004 signeront le Traité d'adhésion. La Convention, qui doit permettre le fonctionnement de l'Union à vingt-cinq, doit achever ses travaux cet été avant de passer le relais à une conférence intergouvernementale qui finalisera une future Constitution européenne.

Malgré ces échéances lourdes - la Convention avance avec difficulté et les référendums dans les pays candidats réservent peut-être des surprises -, l'enthousiasme perce dans les déclarations des officiels grecs. D'abord pour le caractère en partie méditerranéen de l'élargissement vers Malte et surtout Chypre. Athènes espère que la dynamique lancée en décembre au sommet de Copenhague par le feu vert donné à l'adhésion de l'île

divisée amènera rapidement un règlement avec la partie turque. Le gouvernement de Costas Simitis croit pouvoir en tirer bénéfice en politique intérieure. Les Grecs préparent aussi - plus discrètement - la future flotte européenne de Méditerranée. Les amateurs helléniques possèdent nombre de

voir dans les mois qui viennent, figure bien dans la liste des priorités grecques mais aux côtés de préoccupations économiques, comme la nécessité d'augmenter la compétitivité de ce secteur européen. Au mot d'élargissement, les Grecs regardent naturellement au-delà vers leurs voisins immé-

«Nous devons faire des efforts pour que la guerre ne se produise pas»

bateaux voguant sous pavillon maltais et surtout chypriote, et le ministère grec de la mer marchande s'emploie depuis quelques mois à renforcer les relations bilatérales avec ces deux îles. De manière révélatrice, la sécurité maritime, redevenue d'actualité brillante suite au naufrage du pétrolier *Prestige*, et que la Commission européenne compte promou-

diats vers la Bulgarie et la Roumanie pressenties pour 2007; les Balkans - il faut s'atteler au problème du Kosovo si l'on veut pouvoir intégrer ces pays, a expliqué le ministre des Affaires étrangères grec; vers la Turquie enfin, qu'Athènes veut aider à ne pas rater le rendez-vous de 2004 avec l'Union (lire ci-dessous). Georges Papandréou, le ministre grec des

Affaires étrangères voit «un signal positif» dans la réponse des Quinze à Ankara et plaide pour une Europe multiple: «La diversité qui sera celle de l'Europe si ces pays entrent dans l'Union, eh bien, ce sera une force.»

L'immigration répond aussi à un critère géographique. Pays frontière de l'Europe, la Grèce - comme l'Italie - est en première ligne face aux flux migratoires: «Beaucoup de gens sont venus des ministères grecs pour travailler sur l'immigration ici à Bruxelles, explique un diplomate grec. Le gouvernement a affirmé vouloir «un débat clair sur la question.»

Tous ces projets restent suspendus à la situation internationale. «Ce qui nous préoccupe tous, c'est l'histoire avec l'Irak, affirme un diplomate grec. Tout dépend de ça.» Athènes a donc tenté de prendre l'initiative en annonçant une mission diplomatique en fé-

vrier menée par Georges Papandréou. Le ministre des Affaires étrangères devrait se rendre en Arabie saoudite, en Jordanie, au Liban, en Syrie, en Égypte, en Israël et auprès de l'Autorité palestinienne pour discuter du conflit. Depuis qu'elle a amorcé sa réconciliation avec la Turquie, la Grèce se sent plus solide en politique étrangère. En avril dernier, Athènes et Ankara annonçaient ainsi une mission conjointe au Proche-Orient. Sa position fait aussi d'elle un interlocuteur privilégié avec les Turcs, dont les États-Unis ont besoin pour mener la guerre en Irak. A la tête de l'Union, la Grèce veut consolider sa nouvelle position diplomatique. L'idée d'une guerre qui pourrait miner sa présidence ne lui plaît donc pas. «Nous devons faire des efforts pour que la guerre ne se produise pas» a répété hier à Athènes Costas Simitis. ■

Costas Simitis, premier ministre grec: «La Turquie ne doit pas être exclue»

Dans une interview au «Monde», le premier ministre grec affirme que c'est la France qui a fait entrer la Turquie en Europe. Extraits.

Le Monde: Avant le sommet européen de décembre à Copenhague, qui a fixé les prochaines étapes de l'élargissement de l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing a relancé le débat sur la Turquie, disant qu'elle n'avait pas sa place dans l'Union. Qu'en pensez-vous?

Costas Simitis: L'identité européenne peut être envisagée de plusieurs manières, géographique, politique, économique. Mais je ne suis pas d'accord pour qu'il y ait un critère religieux. La Turquie a été une grande puissance européenne depuis le XVIIe siècle et l'Empire ottoman a joué un rôle dans la création de l'Europe qui existe aujourd'hui. Il serait politiquement négatif d'exclure la Turquie parce qu'elle peut jouer avec l'Europe un rôle au Moyen-Orient



Costas Simitis.

et en Asie centrale. C'est un partenaire important. François Ier avait une alliance avec Suliman, il y avait cet axe franco-ottoman contre les Habsbourg. M. Giscard d'Estaing a oublié que c'est donc la France qui a introduit la Turquie en Europe. En tout cas, la Turquie peut être membre de l'Union européenne. Concernant l'évolution interne de la Turquie, je crois qu'elle est entrée après les élections de novembre dans une phase où les réponses ne peuvent plus être ajournées, comme ça a été le cas pendant des années.

Pour la majorité du peuple turc, il est clair que la démocratisation et la stabilité économique sont des conditions sine qua non du redressement du pays. Pour y parvenir, il faut affronter l'establishment politico-militaire et l'establishment économique. On peut donc s'attendre à des conflits entre les institutions. Mais l'orientation proeuropéenne ne sera pas mise en question.

- Pensez-vous que les nouveaux dirigeants soient mieux à même de promouvoir ce changement que les partis traditionnels qui ont perdu les élections? Faites-vous confiance à Recep Tayyip Erdogan?

- Quand je l'ai reçu à Athènes, je lui ai dit que le meilleur exemple de la nécessité de changement, c'était lui-même, parce qu'en Europe il n'est pas pensable qu'un leader politique ne puisse pas prendre part aux élections pour avoir déclamé un poème religieux. Les nouveaux dirigeants ont intérêt à appliquer les règles du jeu européennes pour ne pas

courir le risque d'être mis à l'écart. L'AKP représente des couches sociales défavorisées qui ont intérêt au changement. Il y a un moteur derrière ce parti, c'est la volonté de la société de vivre mieux.

- Faut-il accélérer le calendrier décidé à Copenhague?

- Non, il faut maintenir le rendez-vous en 2004 parce que toute la classe politique doit comprendre qu'il faut appliquer l'acquis communautaire. Il ne peut pas y avoir de compromis parce que, s'il y avait des compromis, la Turquie se retrouverait après quelques années dans une situation extrêmement difficile.

- A propos de Chypre, êtes-vous optimiste sur la possibilité de respecter le délai du 28 février fixé par l'ONU pour trouver un accord?

- Toutes les parties, surtout les Grecs et les Turcs de Chypre, doivent faire un très grand effort pour profiter de la dynamique actuelle. Si on tergiverse, un règlement ne sera pas possible. La dé-

cision prise à Copenhague d'accepter Chypre aidera énormément la coopération des deux communautés. La Grèce a déclaré que les propositions du secrétaire général de l'ONU peuvent conduire à une solution du conflit. Il ne faut pas laisser passer le train.

- A propos de l'Irak, pensez-vous que l'Union européenne puisse arriver à une position commune, entre l'activisme britannique et l'abstentionnisme allemand?

- C'est tout à fait possible parce que, en ce moment, quatre pays de l'Union européenne sont membres du Conseil de sécurité, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Espagne. Des discussions que j'ai eues jusqu'à présent, j'ai retiré l'impression qu'il y a une volonté de trouver une ligne commune, notamment en faveur d'une deuxième résolution au Conseil de sécurité.

- Depuis le 1er janvier, la Grèce assume pour six mois la présidence de l'Union européenne. Quelle est votre priorité?

- La priorité numéro un est de mener à bien le processus d'élargissement. Nous signerons l'acte d'adhésion le 16 avril, ici, à Athènes. Nous voulons lancer le message que l'Europe progresse. Nous voulons une Europe plus large, nous voulons une Europe plus unie. Je veux mentionner deux autres points. Le premier, c'est le processus dit de Lisbonne qui doit être l'occasion, en cette période de ralentissement économique, de s'attaquer à toutes les causes contribuant aux faibles possibilités de réaction de l'économie européenne. Il ne faut pas attendre la reprise américaine. Nous ne devons pas confier notre destin aux États-Unis, il faut faire quelque chose ici: relancer la recherche, le développement, la technologie. Les Français, les Britanniques et les Allemands sont d'accord avec nous pour faire un effort de coordination dans l'industrie d'armement. C'est un exemple

Propos recueillis par
Dilder Kunz et Daniel Vernet
Le Monde